

Sévering dissout les comités d'usine pour la Prusse. La commission berlinoise du Parti communiste, la plupart des conseillers municipaux communistes de Berlin sont sous les verrous. La *Rote Fahne* est saisie, suspendue. Hambourg, Magdebourg, Breslau connaissent les mêmes rigueurs.

On parle d'englober le Parti communiste dans un vaste procès de haute trahison...

Pendant ce temps, enchaîné par ses engagements, Hilferding a recours aux plus extrêmes moyens pour trouver des devises. Faux semblants ! Contre le cou des profiteurs, le couperet de la justice de classe, même manié par un socialiste s'est émoussé.

L'ordonnance du 8 septembre nomme bien Fellingner, dictateur aux devises, prononce bien le mot de confiscation, mais avec quelles précautions ! « Ne peuvent être saisies : les devises et les banknotes étrangères, détenues pour des fins commerciales et industrielles, nécessaires à des entreprises fonctionnant en Allemagne, appartenant à des personnes résidant en général à l'étranger ou qui les reçoivent en vertu d'obligations morales » (!)

Après ça, on peut bien suspendre l'inviolabilité des biens du domicile, de la correspondance. Les détenteurs de devises dormiront sur leurs deux oreilles. Ils pourront toujours se justifier. Tout au plus, poursuivra-t-on quelques maladroits ou quelques victimes de sales petites vengeances de Bourse.

Le bluff, qui ne trompe personne, n'empêche pas les protestations de continuer à affluer, tout au contraire.

C'est l'*Union des industriels saxons* qui écrit à Hilferding qu'elle ne peut pas payer les nouveaux impôts, ce sont les députés agrariens qui réclament la dictature contre les partis de la rue et l'adoucissement des impôts. Ce sont les *Chambres de commerce* qui, les unes après les autres, les déclarent inapplicables. Stinnes a d'ailleurs pris, maintenant, position contre le cabinet qu'il patronait hier.

Le capitalisme sent l'heure du compromis avec la France approcher, il est prêt, sans doute, à faire certains sacrifices s'il a la garantie qu'il sera protégé par l'étranger au besoin contre la menace révolutionnaire, s'il est sûr de pouvoir négocier l'esclavage du peuple allemand.



C'est alors qu'éclate au-dessus du capitalisme franco-allemand l'appel de l'Internationale Communiste : « Paix aux travailleurs d'Allemagne ! Bas les mains devant l'Allemagne prolétarienne ! » Et Radek le commente :

« La diplomatie soviétiste ne négligera rien pour faire pénétrer dans tous les cerveaux bourgeois l'idée que les masses populaires de l'Allemagne doivent, seules, décider de leur propre sort et qu'il faut bien se garder de jeter l'épée dans la balance de l'Histoire. Car les puissances capitalistes ne sont plus les seules à avoir une épée. Il y a aussi un premier Etat prolétarien. »

Ce facteur nouveau, l'apparition d'une Internationale armée et agissante galvanise les énergies ouvrières. Partout la préparation souterraine ou publique de la Révolution reprend derrière ce bouclier.

La classe ouvrière allemande sait qu'elle va pouvoir compter sur l'appui effectif de la Révolution russe.

Le trouble grandit dans les rangs socialiste. Le 7 septembre, les militants berlinois de la social-démocratie réclament la rupture de la grande coalition et la formation d'un gouvernement ouvrier. Les socialistes de gauche, en Saxe, proposent l'exclusion du parti, d'Ebert, président de la République !

diction du Congrès de Berlin des Conseils d'usine, le 9 septembre.

Le gouvernement de Stresemann comprend que l'heure est venue de se rapprocher des éléments réactionnaires, de tenter de les gagner, de favoriser plus ouvertement que jamais le courant fasciste.

Le chancelier va faire des politesses à von Knilling, chef du gouvernement profasciste de Bavière, Hitler, l'antisémite, l'homme du séparatisme bavarois et du général Mangin, vient librement conférer avec le nationaliste Wülle à Berlin. Stinnes et Hindenburg, en grand équipage, rendent visite à Ludendorff. Mais Stresemann ne réussit guère, à ce qu'il paraît. La Bavière demeure irréductible. Elle cristallise la résistance à la politique de la grande coalition. Von Knilling réclame l'abrogation des nouveaux impôts « dans l'intérêt supérieur du pays », dit-il.

Il déclarera le 16 septembre, à Munich, devant la Ligue des Paysans, que « si le conflit de la Ruhr était résolu de façon inadmissible, il faudrait s'attendre à toutes les éventualités ».

A dire vrai, c'est moins l'abandon de la résistance qui soulève cette belle indignation que les impôts nouveaux.

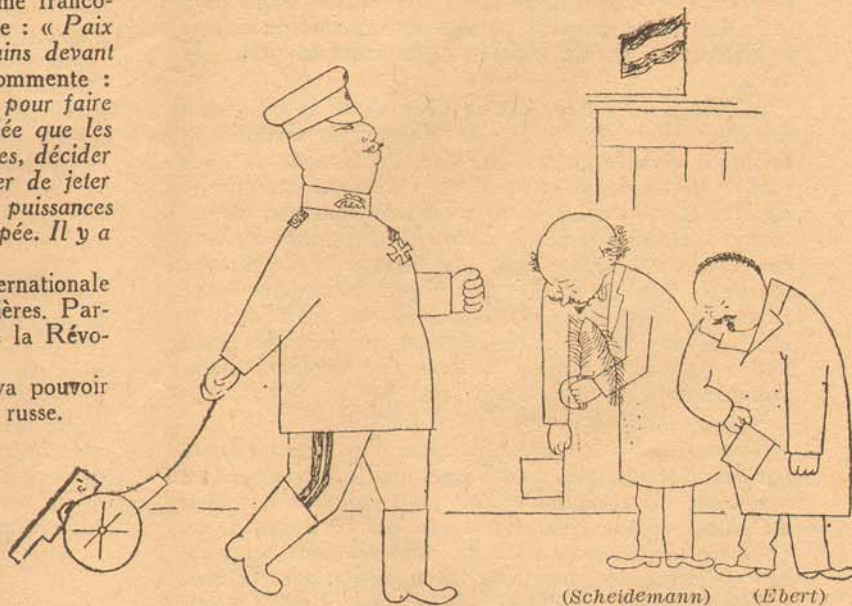
L'hypothèse se réalise à quelques jours de là. Le 21, des informations officieuses indiquent que Stresemann a reçu les grands patrons des régions occupées en vue de régler les détails de la cessation de la résistance. C'est qu'il faut maintenant se décider, à tout prix. En fait, la résistance est en pleine désorganisation. D'ailleurs, le 20 septembre, le dollar a atteint 300 millions de marks. La margarine est passée en 24 heures de 28 millions à 35 millions la livre. Les pommes de terre, de 380.000 à 560.000 marks.

Du 13 au 19 septembre, les indices du coût de la vie montrent une famille à deux enfants, 1 milliard 400 millions de dépenses au lieu de 800 millions la semaine précédente. Il faudrait qu'un ouvrier gagnât 25 millions de marks par heure pour qu'il vive. Or, il n'en reçoit que de 5 à 6 millions.

Le 20, la grève générale éclate dans le pays de Bade et l'état de siège y est proclamé.

Partout, on traque les communistes, tandis qu'on se montre indéfiniment indulgent pour les fascistes.

Le 23, on arrête 70 membres armés d'une organisation fasciste à Berlin. On les fouille et on les remet en



(Le retour de Ludendorff. — Dessin de George Grosz.)